



## **La partialité du gouvernement s'affiche par la prise de parole du chef de l'état.**

Une fois de plus, le gouvernement par la prise de position du chef de l'état, affiche une volonté manifeste de favoritisme envers la plateforme UBER et les GAFA en règle générale.

Non content d'avoir publié 2 décrets favorisant les intermédiaires ou plateformes moins d'un an après le vote de la loi LOM, alors que depuis 2016 la profession de taxi est toujours dans l'attente de la publication du décret de l'article 2 de la loi GRANDGULLAUME, le gouvernement diffuse une vidéo de présentation de la mise en place du système de protection des femmes victimes de violences conjugales en associant à cette initiative la plateforme UBER. Cette entreprise est championne de l'évasion fiscale, elle ne respecte pas les règles de contrôle et de conformité des chauffeurs au statut précaire qu'elle emploie en sous-traitance.

Il est navrant, voir même scandaleux, de faire l'apogée d'un opérateur privé qui se propose de transporter des femmes victimes de violences conjugales lorsque l'on sait que cette plateforme a fait l'objet de nombreuses réclamations concernant l'attitude de certains chauffeurs. Pour preuve, cette plateforme a dû modifier son application en rajoutant un onglet pour signaler les agressions ou les comportements délictueux de ses chauffeurs. Comportements largement commentés sur #UberCestOver qui prouve la méconnaissance de l'état à ce sujet.

Il est inacceptable de voir la plus haute instance de l'état promouvoir une telle plateforme au détriment des autres acteurs du secteur du T3P.

Depuis toujours, les taxis ont su prendre en charge les personnes vulnérables, ils ont la formation nécessaire pour cela et en certaines régions cette tâche est assurée à ce jour par des taxis en lien avec les municipalités, les Conseils Départementaux ou les Régions du fait du maillage territorial important couvert par notre profession.

Les déclarations de Madame la Ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes Elisabeth MORENO et le tweet du Secrétaire d'Etat aux transports Jean Baptiste DJEBARI renforcent clairement la prise de position du gouvernement et affichent un mépris certains envers les taxis.

Nous ne nous laisserons pas diriger vers une mort programmée de notre métier sans réagir.

La colère et l'incompréhension risquent d'engendrer des réactions incontrôlables qu'il serait dommageable de sous-estimer.

### **Contact presse :**

**FNDT** : Didier HOGREL 0609872918

**FFTP** : Fabrice CAVALLERA 0673730235